



**PRÉFÈTE
DE LA HAUTE-MARNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Grand Est**

Unité Départementale Aube - Haute-Marne

CHAUMONT, 21 mai 2025

Nos réf. : SAU/EC/MI n° 25 - 151

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 24/04/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

VIBRANTZ FRANCE

43, rue Jeanne d'Arc
52100 SAINT-DIZIER

Code AIOT : 0005701277

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 24 avril 2025 dans l'établissement VIBRANTZ FRANCE implanté 43, rue Jeanne d'Arc - 52100 SAINT-DIZIER. L'inspection a été annoncée le 14 avril 2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite a eu lieu dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle et en amont du dépôt d'un porter-à-connaissance visant à régulariser les modifications apportées au site : abandon de certaines activités, ajout des ateliers de fabrication d'anneaux de contrôle de température (PTCR) et de fabrication de perles de coloration (FHCP).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- VIBRANTZ FRANCE
- 43, rue Jeanne d'Arc - 52100 SAINT-DIZIER
- Code AIOT : 0005701277
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Oui

La société VIBRANTZ exploite une unité de fabrication d'émaux pour métaux, verres et céramiques à Saint-Dizier. L'exploitation est autorisée par arrêté préfectoral n°1656 du 20 avril 2010 modifié.

Thèmes de l'inspection :

- Situation administrative
- Gestion de crise

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾
1	Positionnement Seveso 3	Code de l'environnement, article L.515-32 point II	Demande d'action corrective
2	État des matières stockées	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49	Demande d'action corrective
5	Situation administrative – rubrique 1510 « Entrepôt »	Décret du 24/09/2020, article 1 ^{er} et annexe I	Demande de justificatif à l'exploitant
6	Notice de réexamen de l'étude de dangers	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 51	Demande de justificatif à l'exploitant
7	Fiche d'information du public	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, Annexe IV	Demande d'action corrective
10	Contenu du POI	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, Annexe V	Demande d'action corrective
11	Exercice POI	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 69 alinéas 3 et 4	Demande d'action corrective
13	Liste des rejets atmosphériques	AP Complémentaire du 19/04/2016, articles 2.2.2 et 2.2.3	Demande de justificatif à l'exploitant

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire
3	Etat des matières stockées Dispositions spécifiques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50
4	Statut Seveso	Arrêté Préfectoral du 04/09/2017, article 2 (partiel)
8	Existence d'un POI	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5 – alinéa 4
9	Mise à jour du plan d'opération interne	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 69 alinéa 2
12	Direction du vent	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 27

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Cette visite d'inspection a été l'occasion de faire un point sur la situation administrative du site et sur les évolutions réglementaires post-accident de ROUEN : état des stocks, fiche d'information du public, plan d'opération interne. Les documents présentés sont opérationnels et de bonne qualité. Ils sont toutefois perfectibles. L'inspection des installations classées a émis des observations permettant à l'exploitant de les compléter.

Par ailleurs, cette visite a été l'occasion d'échanger en amont du dépôt d'un porter-à-connaissance régularisant une partie des évolutions du site d'une part, et visant les modifications liées à la baisse de la production, actuelles ou à venir, d'autre part. Les impacts de ces modifications potentielles sont intégrés dans chacun des constats concernés pour guider l'exploitant vers l'élaboration d'un porter-à-connaissance autoportant.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Positionnement Seveso 3

Référence réglementaire : Code de l'environnement, article L.515-32 point II
Thème(s) : Situation administrative, Nomenclature ICPE
Prescription contrôlée : L'exploitant procède au recensement régulier des substances, préparations ou mélanges dangereux susceptibles d'être présents dans ses installations et le tient à jour.
Constats : La plateforme demandait la quantité susceptible d'être présente au 31 décembre 2023, et non l'état des stocks. Le positionnement Seveso 3 a été réalisé sur la plateforme internet dédiée. Toutefois l'inspection des installations classées note : <ul style="list-style-type: none">• un dépassement des quantités autorisées au titre de plusieurs rubriques 4xxxx,• une erreur de classement pour 3 des produits,• et l'absence de déclaration pour 6 autres substances et pour les déchets. L'exploitant a indiqué que les quantités recensées incluent les matières premières, les en-cours et les déchets. En rectifiant cette déclaration uniquement vis-à-vis des erreurs de classement, la somme de cumul pour les produits dangereux pour la santé (Sa) au regard des seuils Seveso haut pourrait être supérieure à 1, suivant la forme des matières utilisées. Après vérification des fiches de données de sécurité, il apparaît que les produits considérés ne doivent pas être pris en compte dans la règle de cumul. Par conséquent, ces erreurs de classement n'ont pas d'impact sur le positionnement du site au regard du seuil Seveso haut par cumul.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Lors du prochain recensement Seveso en 2028, l'exploitant veillera à déclarer <u>l'ensemble</u> des produits dans leur quantité maximale d'être présente.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective

N° 2 : État des matières stockées

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49
Thème(s) : Risques accidentels, Etats des stocks
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.</p> <p>L'exploitant dispose, avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses, prévues dans le code du travail lorsqu'elles existent ou tout autre document équivalent.</p> <p>Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'état des stocks contient les substances dangereuses et les matières combustibles (bois, papiers-cartons, plastiques). Il inclut également les substances non classées ; par exemple, les acides forts à la phrase de risque H314 et d'autres étiquetés « divers ». Cependant, l'état des stocks, tel que répertorié avec la mention des phrases de risques, ne permet que partiellement de vérifier la situation administrative du site. Par exemple, les substances dont les phrases de risques sont H225 et H226 peuvent référer à la rubrique ICPE 4330 et 4331 selon la catégorie de ces liquides inflammables. De même, pour les substances étiquetées H330 qui peuvent relever des rubriques ICPE 4110 ou 4120 selon la catégorie de ces toxiques aigües.</p> <p>Par sondage, l'inspection des installations classées note la présence de 88,784 t de bois, de 28,005 t de papiers-cartons et de 45,360 t de plastiques. Cependant, elle remarque que les quantités d'oxygène, d'acétylène, de propane et de fioul stockées ne sont pas intégrées à l'état des stocks. Pourtant, après demande de l'exploitant à son prestataire, le site disposait alors de 7 485 m³ d'oxygène.</p> <p>En outre, les fiches de données de sécurité (FDS) sont référencées dans la plateforme SAP à partir du code produit. L'exploitant a présenté les 3 FDS demandées par l'inspection des installations classées. Toutefois, 165 tonnes de matières stockées ne sont pas caractérisées, au regard des données recueillies dans l'état des stocks. Les phrases de risques y sont indiquées avec la mention « ? ».</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant devra intégrer a minima l'oxygène, l'acétylène, le propane et le fioul dans l'état des stocks et s'assurer, plus généralement, de la prise en compte de tous les gaz stockés sur site.</p> <p>De plus, les caractéristiques doivent être renseignées pour chacune des matières et substances afin d'obtenir un état des stocks exhaustif.</p> <p>Enfin, l'état des stocks doit permettre de ventiler les matières stockées par rubriques ICPE afin de justifier du respect des quantités autorisées.</p>
Type de suites proposées : Avec suites

N° 3 : Etat des matières stockées - dispositions spécifiques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50

Thème(s) : Risques accidentels, État des stocks

Prescription contrôlée :

Le présent article est applicable aux installations relevant de l'article L. 515-32 du code de l'environnement ainsi qu'aux installations soumises à autorisation au titre de l'une des rubriques 1436, 2718, 4330, 4331, 4722, 4734, 4742, 4743, 4744, 4746, 4747 ou 4748 de la nomenclature des installations classées.

L'état des matières stockées permet de répondre aux deux objectifs suivants :

1. Servir aux besoins de la gestion d'un évènement accidentel ; en particulier cet état permet de connaître la **nature et les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets**, présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage.

Pour les matières dangereuses, devront figurer a minima les différentes familles de mention de dangers des substances, produits, matières ou déchets, lorsque ces mentions peuvent conduire à un classement au titre d'une des rubriques 4XXX de la nomenclature des installations classées.

Pour les produits, matières ou déchets, autres que les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les grandes familles de produits, matières ou déchets, selon une typologie pertinente par rapport aux principaux risques présentés en cas d'incendie. Les stockages présentant des risques particuliers pour la gestion d'un incendie et de ses conséquences, tels que les stockages de piles ou batteries, figurent spécifiquement.

Cet état est tenu à disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires, dans des lieux et par des moyens convenus avec eux à l'avance.

2. Répondre aux besoins d'information de la population ; un **état sous format synthétique** permet de fournir une information vulgarisée sur les substances, produits, matières ou déchets présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Ce format est tenu à disposition du préfet à cette fin.

L'état des matières stockées est mis à jour a minima de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, d'accident, de pertes d'utilité ou de tout autre évènement susceptible d'affecter l'installation. Il est accompagné d'un plan général des zones d'activités ou stockage utilisées pour réaliser l'état qui est accessible dans les mêmes conditions.

Pour les matières dangereuses, cet état est mis à jour a minima de manière quotidienne.

Un recalage périodique est effectué par un inventaire physique, au moins annuellement, le cas échéant, de manière tournante.

L'état des matières stockées est référencé dans le plan d'opération interne lorsqu'il existe.

Constats :

Le site est Seveso seuil bas. Par définition, il relève donc de l'article L. 515-32 du code de l'environnement. Le POI indique en page 5 que les inventaires des produits dangereux sont mensuels.

Dans la fiche 6.7 du POI, le responsable observation doit extraire l'état du stock des matières dangereuses et non dangereuses, dénommé en interne « rapport Lubrizol ».

Le « rapport Lubrizol » est un fichier excel, doté de macros, qui réussit à partir de l'extraction de l'état de stocks par référence produit, existant dans SAP, à synthétiser un état des stocks simplifié par zone. Il distingue les zones « usine », « maintenance », « laboratoire » et précise la répartition entre la Zone Est et la Zone Ouest. Les substances dangereuses sont regroupées par familles de dangers : Toxique par contact cutané, Toxique par effet chronique, Toxique par ingestion, Toxique par inhalation, Inflammables liquides, Inflammables aérosols, Comburants, Ecotoxiques, Matières corrosives (H314). Les combustibles sont regroupés par nature : bois/palettes, papiers/cartons, plastiques, organiques, divers. Ce fichier comporte plusieurs onglets, dont l'un est un plan du site sur lequel sont reportées les quantités stockées.

L'état des stocks est tenu à jour sous un délai proche du temps réel en fonction des entrées et expéditions saisies dans la plateforme SAP. Une extraction automatique a lieu tous les vendredis et l'exploitant indique que le calcul Seveso est réalisé tous les lundis à partir de ces données.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Statut Seveso

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/09/2017, article 2 (partiel)

Thème(s) : Situation administrative, Nomenclature ICPE

Prescription contrôlée :

L'établissement relève du statut SEVESO seuil bas par dépassement direct pour la rubrique 4510 (dangers pour l'environnement).

L'exploitant s'assure et peut vérifier à tout moment que les sommes Sa, Sb et Sc définies à l'article R. 511-11 du Code de l'environnement calculées avec les seuils haut sont inférieures à 1 et que ses installations ne répondent pas à la règle de cumul seuil haut.

Constats :

Le fichier de calcul au regard des seuils Seveso a été présenté. Le dernier calcul se base sur les stocks présents le 18 avril 2025 (J-6).

Les valeurs obtenues sont les suivantes :

	Seveso Seuil Bas	Seveso Seuil Haut
Dangers pour la santé Sa	0,12	0,03
Dangers physiques Sb	0,13	0,03
Dangers pour l'environnement Sc	1,19	0,58

Le site est actuellement Seveso seuil bas par dépassement direct au titre de la rubrique 4510, ce qui induit un dépassement de la règle de cumul pour les produits dangereux pour l'environnement.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Au regard des modifications envisagées, il est probable que le site ne soit plus classé Seveso seuil bas par dépassement direct. Toutefois le porter-à-connaissance devra comporter un positionnement détaillé au regard de la règle de cumul.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Situation administrative – rubrique 1510 « Entrepôt »

Référence réglementaire : Décret du 24/09/2020, article 1^{er} et annexe I

Thème(s) : Situation administrative, Nomenclature ICPE

Prescription contrôlée :

Entrepôts couverts (installations, pourvues d'une toiture, dédiées au stockage de matières ou produits combustibles en quantité supérieure à 500 tonnes), à l'exception des entrepôts utilisés pour le stockage de matières, produits ou substances classés, par ailleurs, dans une unique rubrique de la présente nomenclature, des bâtiments destinés exclusivement au remisage des véhicules à moteur et de leur remorque, des établissements recevant du public et des entrepôts exclusivement frigorifiques :

2. Autres installations que celles définies au 1, le volume des entrepôts étant :	
a) Supérieur ou égal à 900 000 m ³	(A-1)
b) Supérieur ou égal à 50 000 m ³ mais inférieur à 900 000 m ³	(E)
c) Supérieur ou égal à 5 000 m ³ mais inférieur à 50 000 m ³	(DC)

Un entrepôt est considéré comme utilisé pour le stockage de produits classés dans une unique rubrique de la nomenclature dès lors que la quantité totale d'autres matières ou produits combustibles présente dans cet entrepôt est inférieure ou égale à 500 tonnes.

Constats :

L'évolution de la réglementation en 2020 a institué la notion d'installation pourvue d'une toiture dédiée au stockage qui peut impacter le classement actuel du site.

Aucun bâtiment n'est séparé des autres par plus de 40 m. Aucun mur coupe-feu n'est présent entre les stockages et la production. L'ensemble des installations est ainsi à considérer comme une seule installation pourvue d'une toiture dédiée au stockage.

Par ailleurs, le site est autorisé à stocker 900 m³ de papiers et cartons au titre de la rubrique 1530. De plus, il est autorisé à stocker 330,65 t de mélanges et substances dangereux classés au titre des rubriques 4xxx. Par conséquent, l'ensemble dépasse 500 t.

Toutefois l'exploitant indique que la plupart des matières dangereuses utilisées sont des matières minérales et qu'elles sont à considérer comme incombustibles.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant devra d'abord vérifier la combustibilité des matières stockées. Cette information ne figure pas clairement dans toutes les FDS. A défaut, le site de l'Organisation Mondiale du Travail propose une base de données de fiches internationales de sécurité chimique précisant le caractère combustible ou non d'un produit à partir de son numéro CAS ou de son nom (sans accent) : https://www.ilo.org/dyn/icsc/showcard.listcards3?p_lang=fr

Ensuite, si la quantité de matières combustibles stockées est supérieure à 500 t, il se positionnera sur son classement au titre de la rubrique 1510 « Entrepôts » dans le porter-à-connaissance projeté.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

N° 6 : Notice de réexamen de l'étude de dangers

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 51

Thème(s) : Risques accidentels, EDD

Prescription contrôlée :

Lorsque des évolutions envisagées sur l'installation modifient le contenu de l'étude de dangers et sont susceptibles de rendre obsolète tout ou partie de l'étude de dangers existante ou remettre en cause les conclusions de la précédente étude de dangers, l'exploitant statue sur la nécessité de réviser l'étude de dangers ou de la mettre à jour. L'exploitant formalise cette démarche dans une notice. Le cas échéant, il révisé ou met à jour l'étude de dangers.

La notice, ainsi que le cas échéant, l'étude de dangers révisée ou mise à jour, sont portés à la connaissance du préfet avant la réalisation des modifications en application de l'article R. 181-46 du code de l'environnement.

Lorsque l'étude de dangers est mise à jour, les éléments modifiés par rapport à l'étude de dangers précédente sont explicitement identifiés. L'inspection des installations classées peut demander une version consolidée de l'étude de dangers.

Constats :

Au regard des modifications envisagées, il apparaît qu'une partie de l'étude de dangers est obsolète avec la suppression de certains scénarii et, potentiellement, l'ajout de nouveaux scénarii relatifs à l'implantation des ateliers relatifs à la fabrication d'anneaux de contrôle de température (PTCR) et à la fabrication de perles de coloration (FHCP), voire, le cas échéant, à la modification des zones de stockage de produits combustibles.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

N° 7 : Fiche d'information du public

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, Annexe IV

Thème(s) : Risques accidentels, Risques majeurs

Prescription contrôlée :

ÉLÉMENTS D'INFORMATION À COMMUNIQUER AU PUBLIC PAR LE PRÉFET EN APPLICATION DE L'ARTICLE R. 515-89

PARTIE 1 :

Pour tous les établissements couverts par le champ du présent arrêté :

1. Le nom ou la dénomination sociale de l'exploitant et l'adresse complète de l'établissement concerné ;
2. La confirmation que l'établissement est soumis aux dispositions réglementaires mentionnées à la section 9, chapitre V, titre Ier du livre V du code de l'environnement, qu'il a fait l'objet d'une autorisation conformément à l'article L. 511-2 du code de l'environnement et qu'il a présenté une étude de dangers prévue à l'article L. 181-25 du code de l'environnement ;
3. Une explication, donnée en termes simples, de la ou des activités de l'établissement ;
4. La dénomination commune ou la classe et catégorie de danger des substances dangereuses concernées se trouvant dans l'établissement qui pourraient donner lieu à un accident majeur, avec indication de leurs principales caractéristiques dangereuses dans des termes simples ;
5. Des informations générales sur la façon dont le public concerné sera averti, si nécessaire ; des informations adéquates sur le comportement approprié à adopter en cas d'accident majeur ou l'indication de l'endroit où ces informations peuvent être consultées électroniquement ;
6. La date de la dernière inspection et des informations sur l'endroit où il est possible d'obtenir, sur demande, des informations plus détaillées sur l'inspection et le plan d'inspection qui y est lié, sous réserve des dispositions des articles L. 124-4 et L. 515-35 du code de l'environnement ;
7. Les précisions relatives aux modalités d'obtention de toute autre information pertinente, sous réserve des dispositions des articles L. 124-4, L. 124-5 et L. 515-35 du code de l'environnement.

Constats :

Cette fiche d'information a été transmise à l'inspection des installations classées par courriel du 1^{er} août 2024.

Au regard des exigences du point 2, il convient de compléter ce paragraphe avec les dates des arrêtés préfectoraux d'autorisation et de la dernière étude de dangers.

Par courriel du 4 septembre 2024, l'inspection des installations classées a demandé à l'exploitant de préciser les informations contenues dans cette fiche pour qu'elle apporte davantage d'éléments de langage à la préfecture et que le public puisse connaître, par avance, ce qu'on attend de lui. Par conséquent, il convient de compléter en ce sens les points 4 et 5.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmettra la fiche d'information du public complétée au regard des observations émises relatives aux points 2, 4 et 5.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délai : 1 mois

N° 8 : Existence d'un POI

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5 – alinéa 4

Thème(s) : Risques accidentels, Risques majeurs

Prescription contrôlée :

Pour les établissements seuil bas, l'élaboration d'un plan d'opération interne est obligatoire à compter du 1^{er} janvier 2023 ; le plan d'opération interne est testé à des intervalles n'excédant pas trois ans et mis à jour, si nécessaire.

Constats :

Le plan d'opération interne est existant depuis novembre 2006. La version détenue par l'inspection des installations classées datait de mai 2023. Conformément à la demande réalisée lors de l'annonce de la visite, l'exploitant a transmis le POI dans sa dernière version (avril 2025) par courriel du 15 avril 2025.

Les exercices testant le POI ont eu lieu le 21 février 2019, le 1^{er} novembre 2021, le 8 avril 2024 et le 27 novembre 2024.

Le POI a été mis à jour en octobre 2018, en mai 2023, en mars 2024, en novembre 2024, en janvier 2025 et en avril 2025. Il a été vérifié que le retour d'expérience de l'exercice de novembre 2024 a été intégré dans la version de janvier 2025.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit veiller à communiquer systématiquement les mises à jour du POI aux différents partenaires identifiés.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Mise à jour du plan d'opération interne

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 69 alinéa 2
Thème(s) : Risques accidentels, Risques majeurs
Prescription contrôlée : Lorsqu'il existe un plan d'opération interne pris en application de l'article R. 181-54 du code de l'environnement, ce plan contient les données et informations prévues aux points a à h de l'annexe V de l'arrêté du 26 mai 2014. Cette disposition est applicable aux plans d'opération interne établis ou mis à jour à compter du 1 ^{er} janvier 2023. Les plans d'opérations interne existants sont mis à jour au plus tard au 1 ^{er} janvier 2026.
Constats : Le plan d'opération interne a été initialement prescrit par l'arrêté préfectoral d'autorisation du 29 mai 2006, en application de l'article R.181-54 de code de l'environnement. Les modifications envisagées n'impacteront pas le maintien de ce plan.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Contenu du POI

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, Annexe V
Thème(s) : Risques accidentels, Risques majeurs
Prescription contrôlée : DONNÉES ET INFORMATIONS DEVANT FIGURER DANS LE PLAN D'OPÉRATION INTERNE, OU DANS SA MISE À JOUR POSTÉRIEURE AU 31 DÉCEMBRE 2021 a) Nom ou fonction des personnes habilitées à déclencher des procédures d'urgence et de la personne responsable des mesures d'atténuation sur le site et de leur coordination ; b) Nom ou fonction du responsable des liaisons avec l'autorité responsable du plan particulier d'intervention ; c) Pour chaque situation ou événement prévisible qui pourrait jouer un rôle déterminant dans le déclenchement d'un accident majeur, description des mesures à prendre pour maîtriser cette situation ou cet événement et pour en limiter les conséquences, cette description devant s'étendre à l'équipement de sécurité et aux ressources disponibles ; d) Mesures visant à limiter les risques pour les personnes se trouvant sur le site, y compris système d'alerte et conduite à tenir lors du déclenchement de l'alerte ; e) Dispositions prises pour que, en cas d'incident, l'autorité responsable du déclenchement du plan particulier d'intervention soit informée rapidement, type d'informations à fournir immédiatement et mesures concernant la communication d'informations plus détaillées au fur et à mesure qu'elles deviennent disponibles ;

- f) Dispositions visant, en situation d'urgence, à guider les services d'urgence externes sur le site et à mettre à leur disposition les informations facilitant l'efficacité de leur intervention ;
- g) Au besoin, dispositions prises pour former le personnel aux tâches dont il sera censé s'acquitter et, le cas échéant, coordonner cette action avec les services d'urgence externes ;
- h) Dispositions visant à soutenir les mesures d'atténuation prises hors site ;
- i) Dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, dont les méthodes de prélèvement appropriées, et les analyses comme indiqué à l'article 5 du présent arrêté, et portant sur les substances toxiques, les types de produits de décomposition mentionnés au I de l'annexe III et, le cas échéant, pour les installations relevant du L. 515-36 du code de l'environnement, les substances générant des inconvénients forts sur de grandes distances. Ce point est applicable aux plans d'opération interne ou à leurs mises à jour postérieures au 1^{er} janvier 2023.
- j) Moyens et méthodes prévus, en ce qui concerne l'exploitant, pour la remise en état et le nettoyage de l'environnement après un accident majeur comme indiqué à l'article 5 du présent arrêté.

Constats :

Le site n'est pas soumis à un plan particulier d'intervention (PPI). Par conséquent, les points b et e ne sont pas exigibles.

Les dispositions fixées au point f visant, en situation d'urgence, à guider les services d'urgence externes sur le site et à mettre à leur disposition les informations facilitant l'efficacité de leur intervention, sont incluses dans la fiche réflexe du Responsable Terrain.

Les dispositions fixées au point g, prises pour former le personnel aux tâches dont il sera censé s'acquitter et, le cas échéant, coordonner cette action avec les services d'urgence externes, ne sont pas intégrées au POI. L'inspection des installations classées note que la coordination des équipes internes avec les secours n'est pas explicitée. L'exploitant indique que le site ne dispose que d'équipiers de première intervention (EPI), mais pas d'équipiers de seconde intervention (ESI). Il précise que l'utilisation du personnel en première intervention intervient en amont du déclenchement du POI ; ce qui explique que la coordination entre les équipes internes et les secours ne soit envisagée. Il convient toutefois d'anticiper l'utilisation de certains personnels et matériels, qui peuvent être requis dans le cadre des opérations de secours pour faciliter le travail des pompiers et préserver une partie des stocks (par exemple, évacuation d'une partie de la matière première dans une zone où l'incendie pourrait se propager ou pour faciliter l'accès de la zone sinistrée).

En outre, l'exploitant précise l'absence d'effets hors site, en dehors des fumées. Dans ce contexte, les mesures, fixées au point h, visant à soutenir les mesures d'atténuation prises hors site, concernent uniquement la gestion des eaux d'extinction.

Parmi les dispositions fixées au point i permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, seule l'alerte du prestataire chargé d'assurer les 1^{ers} prélèvements environnementaux est intégrée dans le POI aux fiches 1.7 (3/3) « annuaire externe », 2.1 « schéma d'alerte », 2.8 « message d'alerte DOI/prestataire » et 6.4 « fiche réflexe du directeur des opérations ».

Aucun élément ne permet de connaître les méthodes de prélèvement, les analyses et les substances recherchées et de vérifier l'adéquation avec le scénario concerné.

Quant aux moyens et méthodes prévus pour la remise en état et le nettoyage de l'environnement après un accident majeur, tels que fixés au point j, un volet « Remise en état/nettoyage » par scénario, le plan est en cours de rédaction. Il a été présenté lors de la visite d'inspection.

En page 5, le plan d'opération interne indique : « *Un groupe Teams « Lubrizol Report for POI » a été créé afin de regrouper l'ensemble des documents nécessaires à la gestion d'un sinistre :*

- *Le POI dans sa dernière version (Plans, mémo des contacts d'urgence et le schéma d'alerte POI, ...),*
- *Les inventaires mensuels des produits dangereux,*
- *La procédure de gestion des accidents et des incidents (PRO SEC GEN 04),*
- *La procédure de consultation des Fiches de Données Sécurité via SAP,*
- *La procédure de consultation du rapport Lubrizol,*
- *La procédure de délestage énergétique fusion continue (PRO-FAB EMA). »*

Seuls les inventaires mensuels des produits dangereux sont intégrés à la fiche 4.15 et la procédure de consultation des Fiches de Données Sécurité via SAP à la fiche 4.14. Or tous ces documents font partie du POI et doivent être mis à disposition des participants à la gestion d'un sinistre.

Dans la version mise à disposition de l'inspection des installations classées, sont absentes les fiches 3.1 « Réseaux d'eau », 3.2 « Réseaux électriques », 3.3 « Réseaux gaz », 3.4 « localisation des produits dangereux », 3.5 « plan de situation 1/25 000 », 3.6 « voisinage du site et voies de circulation ». L'exploitant précise qu'il s'agit de plans, dont l'insertion dans le POI alourdit le fichier informatique, ce qui le rend difficilement manipulable. L'inspection des installations classées demande à ce que ces plans soient annexés au POI dans des fichiers séparés, avec une dénomination explicite.

En outre, certains scénarii accidentels n'apparaissent pas dans la liste présentée et leur fiche scénario est barrée. L'exploitant le justifie en indiquant que le POI est toujours établi en cohérence avec leur arrêté préfectoral et leur étude de dangers initiale, mais que les scénarii barrés réfèrent à des risques supprimés au regard des activités historiques dont la cessation partielle fera l'objet du porter-à-connaissance à venir.

Enfin, le recensement des moyens est à compléter, notamment au regard des moyens de protection passifs, qui pourraient être présents sur site. L'exploitant indique que, selon lui, le site ne dispose pas de tels moyens. Il convient tout de même de décrire les moyens de rétention des eaux d'extinction incendie existants. Par ailleurs, les moyens de lutte contre l'incendie sont listés à la page 69, mais ne figurent sur aucun plan. L'exploitant a indiqué à la page 22 du POI, dans le message d'alerte aux secours, qu'il convient de préciser la nécessité de se munir de la motopompe remorquable. Après vérification auprès du service planification du SDIS 52, ce matériel a été intégré au départ-type pour un incendie sur ce site.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant complètera son plan d'opération interne au regard des observations émises ci-dessus. A noter les points i et j ne seront plus exigibles si le projet de modification acte la perte du statut Seveso seuil bas.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 69 alinéas 3 et 4
Thème(s) : Risques accidentels, Risques majeurs
Prescription contrôlée : Le plan d'opération interne est testé à des intervalles n'excédant pas trois ans et mis à jour, si nécessaire. Dans le cas où le plan d'opération interne n'a pas fait l'objet d'un test dans les trois dernières années, un exercice est organisé au plus tard le 1 ^{er} septembre 2023. Les exercices font l'objet de compte-rendus qui sont tenus à la disposition des services d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées.
Constats : Le dernier exercice a eu lieu le 27 novembre 2024. L'exploitant a présenté le compte-rendu de cet exercice. Il comprend la liste du personnel mobilisé et leurs rôles, ainsi que la description narrative et chronologique de l'exercice en lui-même. L'analyse du retour d'expérience y est intégrée, tout comme un plan d'actions et de suivi des améliorations envisagées. D'après la page 95 du POI, les tests précédents ont eu lieu le 8 avril 2024, le 1 ^{er} novembre 2021 et le 21 février 2019. La périodicité maximale de 3 ans semble a priori respectée. Néanmoins, l'inspection des installations classées note que certains tests (8 avril 2024 et 1 ^{er} novembre 2021) se rapportent à des incidents ou accidents survenus sur le site ou à proximité. Elle attire l'attention de l'exploitant sur le fait que les exercices sont des situations d'entraînement et qu'ils doivent rester distincts des déclenchements réels du POI. Par conséquent, seuls les exercices du 27 novembre 2024 et 21 février 2019 sont à prendre en compte, ce qui représente une période de 4,5 ans sans entraînement. La périodicité de ces exercices doit être améliorée. Les objectifs de l'exercice du 21 février 2019 étaient : <ul style="list-style-type: none">• évaluer l'efficacité de l'évacuation,• s'assurer de la qualité du recensement des présents,• vérifier la qualité de l'alerte transmise au SDIS,• tester la phase d'accueil des secours,• valider la bonne gestion de l'information entre l'exploitant et le SDIS D'autres exercices antérieurs ne visaient qu'à tester la phase d'alerte et d'accueil des secours.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'inspection des installations classées rappelle à l'exploitant que l'ensemble de la chaîne doit être testé a minima tous les 3 ans, même si des tests partiels peuvent utilement s'insérer au cours de cette période.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective

N° 12 : Direction du vent

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 27
Thème(s) : Risques accidentels, Risques majeurs
Prescription contrôlée : Des appareils de détection indiquant la direction du vent, visibles de jour comme de nuit, sont mis en place à proximité des installations susceptibles d'émettre à l'atmosphère des substances dangereuses en cas de dysfonctionnement ou de perte de confinement.
Constats : La fiche 2.4 du POI, présente à la page 24, demande au gardien d'identifier la vitesse et la direction du vent. Celui-ci a accès à ces informations sur un anémomètre-girouette disponible au poste de garde. La présence de cet équipement a été constatée lors de la visite, ainsi que la capacité du gardien à accéder à ces informations.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 13 : Liste des rejets atmosphériques

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 19/04/2016, articles 2.2.2 et 2.2.3

Thème(s) : Risques chroniques, Air

Prescription contrôlée :

Article 2.2.2

L'établissement possède 9 fours de fusion dont 4 à fonctionnement continu, 3 à fonctionnement discontinu (fours rotatifs), 1 four à induction et 1 four « Bonzai » dont les caractéristiques sont détaillées ci après :

Fours continus

Le traitement des fumées en sortie des fours à fonctionnement continu est réalisé en 3 étapes.

- Refroidissement des fumées dans 3 échangeurs ;
- Dépoussiérage des fumées refroidies, dans un dépoussiéreur (un par four) ;
- Traitement des fumées par le « scrubber 1» ayant pour fonction de nettoyer les gaz en captant le fluor.

Référence du four	Dimension		Energie pour la fusion	Puissance (kW)	Capacité de production	
	Longueur (m)	Volume (m³)			kg/j	t/an
Fours de fusion continu						
10	4	22,3	Oxygène-gaz	1 800	12 000	4 400
13	4	13,7	Oxygène-gaz	1 800	12 000	4 400
16	4	12,3	Oxygène-gaz	1 800	12 000	4 400
17	4	12,3	Oxygène-gaz	1 800	12 000	4 400

Fours ROTATIFS ET BONZAI

Le traitement des fumées en sortie des fours rotatifs et du four « bonzai » est réalisé en 2 étapes.

- Refroidissement des fumées;
- Traitement des fumées par le « scrubber 2 » ayant pour fonction de nettoyer les gaz en captant le fluor.

Référence du four	Dimension		Energie pour la fusion	Puissance (kW)	Capacité de production	
	Longueur (m)	Volume (m³)			kg/j	t/an
Fours de fusion rotatifs						
22	2.3	4,33 (Ø1 m)	Oxygène-gaz	460	1 200	282
23	3	10 (Ø 1,8 m)	Oxygène-gaz	1 000	6 000	1 410
24	3	10 (Ø 1,8 m)	Oxygène-gaz	1 000	6 000	1 410
Four Bonzai						
26	1	0,3	Oxygène-gaz	200	600	100

Fours à induction

Le traitement des fumées en sortie du four à induction est réalisé au moyen d'un dépoussiéreur (filtre à manches).

Référence du four	Dimension		Energie pour la fusion	Puissance (kW)	Capacité de production	
	Longueur (m)	Volume (m³)			kg/j	t/an
Fours à induction						
20	x	0,7 (Ø 1,2 m)	Electricité	600	2 250	530

Article 2.2.3. Conditions générales de rejet

Le descriptif des principales installations de filtration est le suivant:

Emissaires soumis à une autosurveillance des rejets atmosphériques telle que prescrite à l'article 4.2.1 du présent arrêté

N° de conduit	Installations	Equipement	Débit Nm³/h	Hauteur du rejet/sol (m)	Types de polluant
1	Scrubber 1 (Fours Continus)	Filtre à manches	14500	30	Poussières SO ₂ , NO _x , CO, HCl, Fluor, métaux
2	Scrubber 2 (Fours Rotatifs)	Filtre à manches	16800	16	Poussières SO ₂ , NO _x , CO, HCl, Fluor, métaux
3	PERC Masse 3V16	Filtre à manches	13000	10	Poussières, métaux
4	Mélangeur RBL 7V7	Filtre à manches	16000	10	Poussières, métaux
5	Condux extérieur 15V8	Filtre à cartouches	12000	10	Poussières, métaux
7	Compounds 3V4	Filtre à cartouches	10500	10	Poussières, métaux
9	Jet-Mill Alpine 15V4	Filtre à cartouches	10000	10	Poussières, métaux

N° de conduit	Installations	Equipement	Débit Nm ³ /h	Hauteur du rejet/sol (m)	Types de polluant
10	Condux 15V7	Filtres à manches	7500	13	Poussières, métaux
11	Filtre four à induction 7V54	Filtre à manches	7000	13,6	Poussières, métaux
12	Atelier PERC Blanc 3V17	Filtre à manches	6000	10	Poussières, métaux
38	Dépoussiéreur Atelier FHCP 16V2	Filtre à manches	3500	> 10	Poussières, métaux

Emissaires non soumis à une autosurveillance des rejets atmosphériques

N° de conduit	Installations	Equipement	Types de polluant
6	Acid Etch1 15V5	Filtre à cartouches	Poussières, métaux
8	Acid Etch 2 15V6	Filtre à cartouches	Poussières, métaux
13	Pesées PERC 8V1	Filtre à cartouches	Poussières, métaux
14	Alpine/ Pb 15V1-2	Filtre à manches	Poussières, métaux
15	Dépoussiéreur Fours Continus 7V51	Filtre à cartouches	Poussières, métaux
16	Dépoussiéreur Fours Continus 7V52	Filtre à cartouches	Poussières, métaux
17	Dépoussiéreur Fours Continus 7V53	Filtre à cartouches	Poussières, métaux
19	Dépoussiéreur Fours Continus 7V55	Filtre à cartouches	Poussières, métaux
20	Atelier PERC RTU 7V16	Filtre à cartouches	Poussières, métaux
21	Laboratoire PERC 7V13	Filtre à cartouches	Poussières, métaux
22	Ligne Bosch 3V6	Filtre à cartouches	Poussières, métaux
23	Jet Mill 3V12-13-14	Filtre à manches	Poussières, métaux
24	Laboratoire (pesées) 12V1	Filtre à manches	Poussières, métaux
25	Petites pesées PERC 7V90	Filtre à manches	Poussières, métaux
26	Atelier perc RTU-ALU 7V89	Filtre à cartouches	Poussières, métaux
27	SSV 3V18	Filtre à cartouches	Poussières, métaux
28	Condux 15V3	Filtre à manches	Poussières, métaux
29	Broyage ECGM 7V86	Filtre à cartouches	Poussières, métaux
30	Dépoussiéreur Cérinov 15V12	Filtre à cartouches	Poussières, métaux
31	Mulder 3V23	Filtre à cartouches	Poussières, métaux
32	Fours Creusets 7V85	Filtre à manches	Poussières, métaux
33	Crusher 1 3V9	Filtre à manches	Poussières, métaux

N° de conduit	Installations	Equipement	Types de polluant
34	Mise en Trémie 7V19	Filtre à manches	Poussières, métaux
35	Filtre atomiseur PTCR 15V14	Filtre à manches	Poussières, métaux
36	Dépoussièrage broyage, presse et pesée PTCR 15V13	Filtre à manches	Poussières, métaux
37	Dépoussièrage cuvbes et four PTCR 15V15	Filtre à manches	Poussières, métaux

Constats :

Lors des échanges réalisés en amont du dépôt du porter-à-connaissance, il apparaît que l'établissement ne possède plus que 5 fours en fonctionnement : 3 fours à fonctionnement discontinu (fours rotatifs), un four à induction et un four « Bonzaï ». Les fours 10, 13, 16, 17 et 21 sont actuellement arrêtés.

La liste des conduits et installations raccordées est également à actualiser. D'une part, elle est incomplète : certains exutoires ne sont pas répertoriés, notamment les installations de combustion et certains dispositifs de filtration ajoutés récemment pour améliorer la qualité des rejets. D'autre part, le scrubber 1 est démantelé et les filtres des ateliers mis à l'arrêt sont exempts de tout rejet : il s'agit notamment des conduits 3, 6, 8, 15, 16, 17, 19 et 24.

Toutefois, dans le porter-à-connaissance, l'exploitant doit différencier explicitement les équipements arrêtés et consignés de ceux qui sont démantelés. A cette fin, l'exploitant peut utilement actualiser le tableau n°20 de l'étude d'impact de 2009. Pour rappel, conformément aux recommandations du Guide INERIS 2021 relatif à l'étude de risque sanitaire, pour chaque source d'émission, doivent notamment être indiqués : l'origine des émissions, le type de source (canalisé ou diffus), les caractéristiques des sources (emplacement, dimensions, débits, températures) et les substances émises.

Ces prescriptions seront actualisées suite à l'instruction du porter-à-connaissance à venir.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant